

B. DIMANCHE

On s'abonne :

BRUXELLES, rue Fossé-aux-Loups, 62 ;
PROVINCES, dans tous les bureaux de poste ;
PARIS, Havas, rue J.-J. Rousseau, 51 ;
ALLEMAGNE, AUTRICHE, SUISSE (principales villes),
Hassonstein et Vogler ;
LONDRES, Covie et son, 2, St-Anne's Lane, Cecil St.,
Strand ; Smith and son, 136, Strand ; A. Maurice, 13,
Tavistock Row, Ang. Street, 110, Leadenhall street.
AMSTERDAM, B. Essendon, libraire ;
LA HAYE, Bouffande frères, libraires ;
ROTTERDAM, MM. Nygh et Van Duijn, libraires ;
LUXEMBOURG, au bureau de poste ;
CONSTANTINOPLE, Christiani Roth, libraire ;
GENÈVE, Grilhonvich, place de la Poste, 21 ;
FLORENCE, Vissieux, cabinet littéraire ;
NAPLES, Deiken et Rocholl ;
MADRID, Alphonse Duran, Bailly Baillière ;
BRUXELLES, Christiani Roth, libraire ;
BRUXELLES, Descript et C^{ie}, libraires.

L'INDÉPENDANCE

Belgique : un numéro 20 centimes.

PRIX : Bruxelles, 12 fr. par trimestre, 40 par année ;
Province, 13 fr. ; La France, 21 fr. ;
Allemagne, 48 fr. ; Angleterre, 48 fr. ;
Autres pays, 12 fr. par trim., port en sus.
D'ABONNEMENT. — Les demandes d'abonnement doivent être jointes d'un mandat de poste ou autre
à vue sur Bruxelles.
Tout changement d'adresse doit être accompagné de la dernière bande.

BELGE.

Edition du matin

CONSERVATION PAR LE PROGRÈS

(ANNONCES ordinaires, 30 cent. la petite ligne, payable
à l'avance) (RECLAMES avant les annonces, 1 fr. 50 la ligne
d'avance) (FAITS divers corps de journaux, 3 fr. la ligne)
Pour les annonces de France, s'adresser exclusivement à Paris, à
M. HAVAS, rue J.-J. Rousseau, 51, ou à MM. LAFITTE, BULLIER et C^{ie}, 8,
place de la Bourse.
Pour l'Allemagne, l'Autriche et la Suisse, à MM. HASENSTEIN et VOGELER
à Francfort s/M., Hambourg, Cologne, Berlin, Leipzig, Dresde, Vienne, Breslau,
Stuttgart, Nuremberg, Prague, Munich, Bâle, St-Gall, Zurich, Genève, etc.
Pour l'Angleterre, à Londres, à M. WATKINS, 13, Tavistock Row, M. G.
STREET, 20, Cornhill, E. C. 4. Pour l'ALCAR, Clements Lane, 8, Lombard St.

Observatoire Royal.

18 octobre, à midi.

16^e jour de la lune.

BAROMÈTRE observé.....	753 ^{mm} 76
THERMOMÈTRE centig. du baromètre.....	12 [°] 4
TEMPÉRATURE centig. de l'air.....	13 [°] 7
Id. maximum depuis hier midi.....	13 [°] 7
Id. minimum depuis hier midi.....	10 [°] 0
EAU tombée.....	0 ^{mm} 75
VENT.....	0 ^{mm} 75
SOLEIL, lever.....	6 h. 39 m.
Id. coucher.....	4 h. 59 m.
LUNE, lever.....	soir. 6 h. 27 m.
Id. coucher.....	matin. 9 h. 43 m.

BRUXELLES, 19 octobre.

REVUE POLITIQUE.

Les nouvelles qui parviennent à Paris des sept départements où il y a un moment d'agitation trêve, mais toute morale, et qui n'a rien de dangereux pour l'ordre public. Aussi est-il inexact que le gouvernement, inquiet, ait donné aux préfets absents par congé l'ordre de regagner immédiatement leurs postes respectifs. Les chances de la lutte sont toujours en faveur du parti républicain. M. de Calvados, où il paraissait divisé, il pourra concentrer tous ses suffrages sur un seul candidat, M. Lenoir s'étant retiré devant M. Paris. Le Journal de Paris, qui avait donné au marquis de Fournès le conseil d'en faire autant en faveur de M. Joret Desclaux, n'a recueilli qu'un refus motivé.

Le *Moniteur universel* dit que M. Thiers a reçu de M. Maurice Richard, comme intéressé à M. Rouher, comme témoin, une demande tendante à ce que la commission de permanence soit convoquée extraordinairement pour statuer sur l'expulsion du prince Napoléon. La même feuille ajoute que la commission de permanence sera saisie de la demande de MM. Rouher et Maurice Richard, si le gouvernement ne prend pas l'initiative d'une communication à ce sujet. D'autres numéros parlent d'interpellations qui doivent se produire à la Chambre au moment du dépôt de la protestation du prince Napoléon pour demander soit des poursuites contre le ministère Ollivier, qui a déclaré la guerre à la Prusse, soit une enquête sur les raisons qui ont déterminé cette déclaration. D'après le *Temps*, qui répète ces assertions, le gouvernement appellerait ces interpellations. Même sous cette forme, la nouvelle est encore très vraisemblable que l'intention attribuée au gouvernement d'ordonner spontanément des poursuites contre les hommes qui « d'un cœur léger » ont perdu leur pays.

M. Thiers rentre à Versailles aujourd'hui. Les baraquements destinés à recevoir les troupes allemandes dans les provinces de l'est n'étant pas encore complètement achevés, l'évacuation de la Marne et de la Haute-Marne a été remise au 25 octobre. Le général de Mantouff, qui commande l'occupation, est parti pour Berlin où il va assister aux funérailles du prince Albert. Il sera de retour à Nancy dans les premiers jours de la semaine prochaine.

Tous les journaux anglais annoncent que M. Chichester Fortescue est allé à Balmoral, porteur du nouveau traité de commerce entre la France, afin de demander l'approbation de la Reine. D'un autre côté, nous savons que la même convention a fait avant-hier à Paris l'objet des délibérations du conseil des ministres. A moins d'objections imprévues, on peut donc considérer sa signature comme prochaine. Les conditions n'ont pas encore été complètes, mais quelques clauses de commerce très libérales ont été acceptées. L'Angleterre redoutant l'effet des concessions par lesquelles elle lui a permis de se lier les mains vis-à-vis de la France et de s'imposer des entraves incompatibles avec les enseignements de l'école de Manchester, ont à tout hasard protesté contre leur mise à exécution.

Le *Times* dit que le texte complet en anglais du nouveau traité de commerce est entre les mains du gouvernement français qui l'approuve verbalement. Aussi dit-il traduit en français, le traité sera envoyé en Angleterre et il sera probablement signé avant la fin d'octobre.

Les négociations commerciales avec la Belgique et l'Italie en sont toujours au même point ; elles ne seront reprises qu'après la signature du traité avec l'Angleterre.

Si l'on pouvait douter encore de la ferme résolution du gouvernement allemand de demander à de nouvelles lois les moyens de réprimer les excès du cléricisme, ces données disparaîtraient devant le langage que tient l'organe accrédité du gouvernement. La *Correspondance provinciale* fait entendre d'une manière non équivoque que le manifeste épiscopal est venu à point pour valoir les derniers scrupules et les résolutions qu'on croyait encore remarquer dans les régions gouvernementales.

Dans un premier article, la *Correspondance provinciale* commence par prendre directement à partie les évêques allemands « qui ont osé » dans un document collectif, tenir à l'égard de l'Etat un langage que jamais les évêques d'aucun pays ne se sont permis.

Elle trouve étrange que l'épiscopat prétende avoir été surpris par les faits, alors qu'il avait, en 1869, dans une lettre pastorale com-

mune, manifesté ses inquiétudes au sujet de ce qui allait se tramer à Rome. Une des comités de l'épiscopat, Mgr Ketteler, de Mayence, l'auteur du mémorandum actuel, disait alors que l'union des évêques allemands, le Pape n'était ni d'un nom ni de fait dans l'Eglise catholique, et qu'un nouveau dogme dans ce sens serait quelque chose d'inouï.

La *Correspondance* rappelle aux évêques leurs protestations et leurs supplications au concile pour le détourner de proclamer le dogme fatal dont ils signalaient d'avance les dangereuses conséquences. Les évêques allemands, représentés au Pape l'impossibilité absolue de transformer la société moderne d'après le modèle voulu par le concile et l'éventualité inévitable de constituer tous les catholiques en ennemis de l'Etat.

La *Correspondance* conclut de ces précédents que les évêques prévoyaient parfaitement les conflits qu'ils allaient provoquer en abdiquant leur conscience et leur foi, et que c'est en pleine connaissance de cause qu'ils ont pris l'engagement de forcer tous les pouvoirs à abjurer entre les mains du Pape.

Le second article de la *Correspondance* expose les conséquences de ces prémisses, c'est-à-dire l'obligation pour l'Etat de défendre l'ordre civil et la société contre ces tentatives factieuses. Cette résolution, du reste, existait chez le gouvernement prussien dès la réunion du concile. Si la Constitution garantit la liberté de conscience, elle n'autorise pas les évêques à déterminer arbitrairement les limites du terrain sur lequel ils prétendent exercer leur action. Ces limites, qui touchent aux intérêts matériels et moraux de la nation, ne peuvent être fixées que d'une manière légale, donc par l'intervention des pouvoirs législatifs. La manifestation des évêques prouve qu'il est urgent d'y procéder et de faire passer toutes les velléités de suprématie sous le niveau d'une législation souveraine et tutélaire.

L'opinion publique est impatiente de connaître les lois que l'organe ministériel met en perspective ; mais les organes officiels assurent que ces projets ne sont pas encore prêts, et qu'en tout cas ils ne pourront être présentés qu'à une époque assez reculée de la session qui va s'ouvrir.

Les insurgés du Ferrol, qui, sans attendre l'attitude du gouvernement, avaient réussi à se sauver par mer du côté de El Sojo y ont rencontré des donaniers et des gardes civils. Empêchés d'opérer un débarquement en règle, ils se sont jetés en désordre dans les montagnes voisines de la côte. Plusieurs colonnes sont en leur poursuite pour les empêcher de se réunir. Ceux de leurs complices qui avaient fui par le Ferrol sont tous tombés au pouvoir des autorités. Enfin ceux qui s'étaient réfugiés à bord de quelques bâtiments en rade ont hissé le pavillon national en signe de soumission.

Le brigadier Barazategui, qui était prisonnier des insurgés, a été retrouvé vivant et remis en liberté.

La tranquillité la plus complète règne dans toutes les autres parties de la Péninsule. L'insuccès de l'expédition du Ferrol est une garantie qu'elle n'y sera pas troublée de si tôt.

La tranquillité la plus complète règne dans toutes les autres parties de la Péninsule. L'insuccès de l'expédition du Ferrol est une garantie qu'elle n'y sera pas troublée de si tôt.

Une salve de 21 coups de canon a annoncé ce matin à la population de la capitale la délivrance de la comtesse de Flandre.

L'acte de naissance de la princesse a été dressé aujourd'hui à 4 heures par M. Anspach, bourgmestre de la ville de Bruxelles, remplissant les fonctions d'officier de l'état civil.

M. le ministre de la justice, assisté des dignitaires et fonctionnaires de l'Etat, a également à dresser, comme d'usage, l'acte de naissance de cette princesse de la maison royale, qui, en attendant le baptême, s'appellera, a été annoncée par Mgr Donnet, protonotaire apostolique ad instar participant, curé de l'église Saint-Jacques sur Caudenberg, paroisse royale.

Le premier prénom donné à la princesse Joséphine, est celui de S. A. R. M^{re} la princesse de Hohenzollern-Sigmaringen, née grande-duchesse de Bade, marraine, mère de la comtesse de Flandre.

Dans la journée, les édifices publics et un grand nombre de maisons particulières se sont parés de drapeaux aux couleurs nationales.

La *Gazette de Mons* annonce, dans sa correspondance de Bruxelles, que le général Guillaume, ministre de la guerre, songe à offrir au Roi sa démission. Aucun bruit de nature à confirmer le dire du correspondant du journal montois n'est venu jusqu'à nous. Ce qui nous ferait douter de sa portée, c'est que ledit correspondant parle, comme successeur probable de M. Guillaume, du lieutenant général baron Chazal.

Il y a dans la correspondance bruxelloise de la *Meuse*, de Liège, un écho des suppositions faites par la *Gazette de Mons*.

La, on subordonne la retraite du général Guillaume à l'ouverture solennelle de la session législative. S'il y a un discours du trône, dit le correspondant de la *Meuse*, il faudra nécessairement y parler de la question militaire, et l'on sait les divergences qui existent à ce point de vue entre le ministre de la guerre et les autres membres du cabinet. Il est évident que ce ne sont pas les idées du général qui prévaudraient, et c'en serait assez pour qu'il se retirât.

La *Meuse* ne nomme pas M. Chazal, mais elle donne à entendre que la *Gazette de Mons* pourrait bien ne pas se tromper.

Second écho aux bruits de la *Gazette de Mons*. Il nous vient de Liège encore, et c'est aussi dans une correspondance hebdomadaire venant de Bruxelles, et adressée au *Journal de Liège*, que nous le retrouvons. On y donne comme imminente la retraite du ministre de la guerre, et comme certain son remplacement par un officier supérieur qu'on ne nomme pas, mais qu'on désigne assez clairement. Il est bon de dire que ces trois lettres ont presque la même origine, tant leurs auteurs ont entre eux de relations suivies.

A peine la session du congrès de la Haye était-elle close que quelques délégués de l'Internationale appartenant à la minorité de cette assemblée se réunissaient à Bruxelles avec plusieurs membres des sections belges de l'association, afin de protester contre les résolutions du congrès, notamment contre l'exclusion de Bakounine et Guillaume, contre le maintien du conseil général, contre la consécration de ses pouvoirs renforcés par les nouveaux statuts, et contre le caractère donné par le congrès à l'organisation politique du prolétariat.

Une réunion analogue a eu lieu, le 15 septembre, à Saint-Imier (Suisse, canton de Berne). Le *Bulletin de la Fédération jurassienne*, reproduit par la *Liberté*, de Bruxelles, en donne le compte rendu. Nous le résumons, à titre de renseignement.

Quoique ce fût un congrès international, il n'y avait là que quinze délégués : Alinari, Farga-Pellicier, Marselau et Morago, délégués de la Fédération espagnole, — ces délégués étaient du congrès de la Haye ; accusés de participation à l'Alliance bakouninienne, et menacés d'expulsion, ils furent mis hors de cause avec l'Internationale sur leur promesse formelle de ne plus faire partie de cette société secrète ; — Costa, Callero, Bakounine, Malatesta, Nabuzzi, Fanelli, délégués de la Fédération italienne ; Pindy et Camet, délégués de plusieurs sections de France ; Leffrançois, délégué de deux sections d'Amérique ; Guillaume et Schwitzgubel, délégués de la Fédération jurassienne.

Quatre questions étaient posées au congrès de Saint-Imier.

1^{re} Attitude des fédérations réunies en congrès à Saint-Imier en présence des résolutions du congrès de la Haye et du conseil général ;

2^e Réponse est une protestation contre tout pouvoir législatif et réglementaire accordé aux congrès généraux ou régionaux, au mépris de l'autonomie et de l'indépendance des sections et fédérations ;

3^e Une protestation contre l'insinuation d'un conseil général, contre les actes du conseil général de Londres, lequel « pour augmenter sa puissance, d'abord très-minime, a eu recours aux intrigues, aux mensonges, aux calomnies les plus infâmes pour tenter de salir tous ceux qui ont osé le combattre ; lequel aussi, pour arriver à l'accomplissement final de ses vues, a préparé de longue main le congrès de la Haye, dont la majorité artificiellement organisée, n'a évidemment en d'autre but que de faire triompher dans l'Internationale la domination d'un parti autoritaire, et pour attendre ce but, n'a pas craint de fouler aux pieds toute décence et toute justice ».

4^e En conséquence le congrès de Saint-Imier déclare : « repousser absolument toutes les résolutions du congrès de la Haye, ne reconnaissant en aucune façon

les pouvoirs du conseil général nommé par lui, et pour sauvegarder leurs fédérations respectives contre les prétentions gouvernementales de ce conseil général, aussi bien que pour sauvegarder et fortifier l'unité de l'Internationale, les délégués ont jeté les bases d'un projet de pacte de solidarité entre ces fédérations ».

2^e Le pacte d'amitié et de solidarité entre les fédérations libres a été formulé dans les termes suivants : « Les fédérations et sections espagnoles, italiennes, françaises, jurassiennes, américaines et toutes celles qui voudront adhérer à ce pacte, auront entre elles des communications et une correspondance régulière et directe tout à fait indépendante d'un contrôle gouvernemental quelconque ».

3^e Lorsqu'une de ces fédérations et sections se trouvera attaquée dans sa liberté, soit par la majorité d'un congrès général, soit par le gouvernement ou conseil général créé par cette majorité, toutes les autres fédérations et sections se proclameront absolument solidaires avec elle.

4^e Les délégués proclament hautement que la conclusion de ce pacte a pour but principal le salut de cette grande unité de l'Internationale, que l'ambition du parti autoritaire a mis en danger.

5^e Nature de l'action politique du prolétariat.

Les délégués de Saint-Imier sont d'avis qu'il est absurde et réactionnaire d'imposer au prolétariat une ligne de conduite ou un programme politique uniforme. Ils ne veulent aucun dogmatisme. Ils estiment pourtant que « les aspirations du prolétariat ne peuvent avoir d'autre objet que l'établissement d'une organisation et d'une fédération économique absolue, libre, fondée sur le travail et sur l'égalité de tous et absolument indépendante de tout gouvernement politique, et que cette organisation et cette fédération ne peuvent être que le résultat de l'action spontanée du prolétariat lui-même, des corps de métier et des communes autonomes ».

Et ils concluent en ces termes :

« La destruction de tout pouvoir politique est le premier devoir du prolétariat ;

« Toute organisation d'un pouvoir politique soldant provisoire et révolutionnaire pour amener cette destruction ne peut être qu'une tromperie de plus et serait aussi dangereuse pour le prolétariat que tous les gouvernements existants aujourd'hui ».

« Repoussant tout compromis pour arriver à l'accomplissement de la révolution sociale, les prolétaires de tous les pays doivent établir, en dehors de toute politique bourgeoise, la solidarité de l'action révolutionnaire ».

« Organisation de la résistance du travail. — Statistique ».

Une commission prise dans la fédération italienne a été chargée de présenter au prochain congrès un projet d'organisation universelle de la résistance et un plan général de statistique.

Les délégués de Saint-Imier entendent organiser la résistance sur une grande échelle. Ils considèrent la grève comme « un moyen précieux de lutte », bien qu'ils déclarent ne se faire « aucune illusion sur ses résultats économiques ; » mais ils y voient une préparation « à la grande lutte révolutionnaire et définitive qui, détruisant tout privilège et toute distinction de classe, donnera à l'ouvrier le droit de jouir du produit intégral de son travail, et par là les moyens de développer dans la collectivité toute sa force intellectuelle, matérielle et morale ».

Ce congrès a duré deux jours. Il avait précédé d'une réunion de délégués de la fédération jurassienne qui, malgré les condamnations du congrès de la Haye, ont maintenu à Bakounine et à Guillaume leur qualité de membres de l'Internationale.

D'après une correspondance adressée à la *Liberté* de Bruxelles, la grève du Centre est terminée dans les conditions que voici :

« Au charbonnage du Jurs-Lonchamps, les ouvriers, dont la journée était jusqu'ici de 12 heures de travail, ont obtenu la journée de 10 heures, sans diminution de salaire ».

« A la Louvière et à Bois-du-Luc, où les ouvriers avaient la faculté de ne travailler que dix heures, mais où ils travaillaient davantage afin de gagner un salaire suffisant, ils ont obtenu une augmentation de salaire qui leur permettra de s'en tenir à dix heures de travail par jour ».

Les travaux ont repris le lundi 14 octobre, à quatre heures du matin.

Actes officiels. (Extraits du *Moniteur*.)

BOIS COMMUNAUX. — Par arrêté royal du 18 octobre, est approuvé, sous certaines réserves, la

délibération du conseil communal de Wanne (Liège) tendante à obtenir l'autorisation d'ouvrir un carrière de pierres à exploiter sur une étendue de 1 hectare 24 ares 45 centiares du bois communal dit : *La Roche*.

CENTIMES ADDITIONNELS. — Par arrêté royal du 18 octobre, est approuvée la délibération du conseil communal de Namur tendante à obtenir l'autorisation de continuer à percevoir, en 1873, pour couvrir les dépenses communales :

1^{re} 68 centimes additionnels au principal de la contribution foncière ;

2^e 51 centimes additionnels au principal de la contribution personnelle ;

3^e 24 centimes additionnels au principal du droit de patente.

Un arrêté royal du 18 octobre approuve l'état dressé par la députation permanente du conseil provincial de la Flandre orientale et relatif aux délibérations de 28 conseils communaux votant la perception de centimes additionnels au principal des contributions foncière et personnelle et du droit de patente, pour couvrir les dépenses communales.

Un arrêté royal du 18 octobre approuve l'état dressé par la députation permanente du conseil provincial de Limbourg et relatif aux délibérations des conseils communaux de Berlingen, Culecooven, Fall-et-Mheer, Genoeux-Elderen, Grand-Loos, Voerdt, Gosen, Heracle-Ville, Spaubeek et Weyer, votant la perception de centimes additionnels au principal des contributions foncière et personnelle et du droit de patente, pour couvrir les dépenses communales.

COTISATIONS PERSONNELLES. — Un arrêté royal du 18 octobre autorise les conseils communaux ci-après :

Flandre orientale. — Sulsinge, à augmenter le maximum de la cotisation personnelle permanente jusqu'à concurrence de la somme de 1,550 fr. ;

Hainaut. — Molembaix, à maintenir, pendant trois ans, à partir de 1873, la somme de 2,000 fr. ;

Liège. — Herve, à augmenter en 1873, le maximum de la cotisation personnelle jusqu'à concurrence de la somme de 4,888 fr.

Luxembourg. — Toghogne, à augmenter le maximum de la cotisation personnelle jusqu'à concurrence de la somme de 600 francs.

CUMUL DE FONCTIONS COMMUNALES. — Par arrêté royal du 18 octobre, le sieur Ferange (Desiré) est autorisé à cumuler, avec ses fonctions de receveur de la commune de Namur, celles de conseiller communal de la même localité.

JUSTICE DE PAIX. — Par arrêté royal du 17 octobre, le sieur Loslever (A.), docteur en philosophie et lettres, avocat à Verviers, est nommé juge suppléant à la justice de paix de ce canton, en remplacement du sieur Hannequière, démissionnaire.

NOTAIRE. — Par arrêté royal du 17 octobre, le sieur Hubau (A.), notaire à Rongy, est nommé en la même qualité à la résidence de Péruvelz, en remplacement du sieur Desvignes, décédé, et le sieur Herrier (H.), candidat notaire à Ixelles, est nommé en la même résidence de Rongy, en remplacement du sieur Hubau.

Par arrêté royal du 17 octobre, le sieur Deyd (D.), candidat notaire à Eerneghem, est nommé notaire à cette résidence, en remplacement de son père, démissionnaire.

Par arrêté royal du 15 octobre, est approuvé l'arrêté du 20 septembre 1872 par lequel le bourgmestre de la ville de Gand a désigné le sieur Vanderveerde (Ch.) pour continuer à remplir, pendant une année, à partir du 10 octobre 1872, les fonctions de commissaire de police au chef de section.

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE. — Par arrêté royal du 17 octobre, le sieur Fangel, juge au tribunal de première instance de Namur, est nommé juge suppléant, en remplacement du sieur Vanderveerde (Ch.) pour continuer à remplir, pendant une année, à partir du 10 octobre 1872, les fonctions de commissaire de police au chef de section.

Par arrêté royal du 15 octobre, est approuvé l'arrêté du 20 septembre 1872 par lequel le bourgmestre de la ville de Gand a désigné le sieur Vanderveerde (Ch.) pour continuer à remplir, pendant une année, à partir du 10 octobre 1872, les fonctions de commissaire de police au chef de section.

Par arrêté royal du 15 octobre, est approuvé l'arrêté du 20 septembre 1872 par lequel le bourgmestre de la ville de Gand a désigné le sieur Vanderveerde (Ch.) pour continuer à remplir, pendant une année, à partir du 10 octobre 1872, les fonctions de commissaire de police au chef de section.

Par arrêté royal du 15 octobre, est approuvé l'arrêté du 20 septembre 1872 par lequel le bourgmestre de la ville de Gand a désigné le sieur Vanderveerde (Ch.) pour continuer à remplir, pendant une année, à partir du 10 octobre 1872, les fonctions de commissaire de police au chef de section.

Par arrêté royal du 15 octobre, est approuvé l'arrêté du 20 septembre 1872 par lequel le bourgmestre de la ville de Gand a désigné le sieur Vanderveerde (Ch.) pour continuer à remplir, pendant une année, à partir du 10 octobre 1872, les fonctions de commissaire de police au chef de section.

Par arrêté royal du 15 octobre, est approuvé l'arrêté du 20 septembre 1872 par lequel le bourgmestre de la ville de Gand a désigné le sieur Vanderveerde (Ch.) pour continuer à remplir, pendant une année, à partir du 10 octobre 1872, les fonctions de commissaire de police au chef de section.

Par arrêté royal du 15 octobre, est approuvé l'arrêté du 20 septembre 1872 par lequel le bourgmestre de la ville de Gand a désigné le sieur Vanderveerde (Ch.) pour continuer à remplir, pendant une année, à partir du 10 octobre 1872, les fonctions de commissaire de police au chef de section.

Par arrêté royal du 15 octobre, est approuvé l'arrêté du 20 septembre 1872 par lequel le bourgmestre de la ville de Gand a désigné le sieur Vanderveerde (Ch.) pour continuer à remplir, pendant une année, à partir du 10 octobre 1872, les fonctions de commissaire de police au chef de section.

Par arrêté royal du 15 octobre, est approuvé l'arrêté du 20 septembre 1872 par lequel le bourgmestre de la ville de Gand a désigné le sieur Vanderveerde (Ch.) pour continuer à remplir, pendant une année, à partir du 10 octobre 1872, les fonctions de commissaire de police au chef de section.

Par arrêté royal du 15 octobre, est approuvé l'arrêté du 20 septembre 1872 par lequel le bourgmestre de la ville de Gand a désigné le sieur Vanderveerde (Ch.) pour continuer à remplir, pendant une année, à partir du 10 octobre 1872, les fonctions de commissaire de police au chef de section.

Par arrêté royal du 15 octobre, est approuvé l'arrêté du 20 septembre 1872 par lequel le bourgmestre de la ville de Gand a désigné le sieur Vanderveerde (Ch.) pour continuer à remplir, pendant une année, à partir du 10 octobre 1872, les fonctions de commissaire de police au chef de section.

— Le Roi a fait ce matin une promenade à cheval au bois de la Cambre, au département des travaux publics, le sieur A. Labarre, entrepreneur à Ixelles, a été déclaré adjudicataire, moyennant la somme de 409,000 fr., des travaux de construction des fondations du nouvel Hôtel des Monnaies, à ériger chaussée d'Uccle, à Saint-Gilles. Les travaux vont commencer immédiatement.

— M. le bourgmestre de Bruxelles, qui devait partir le 18 octobre pour Lyon, a renoncé son voyage du 28, parce que la distribution des récompenses décernées à l'occasion de l'exposition universelle de Lyon, cérémonie à laquelle M. Anspach doit assister, est reculée du dimanche 20 au dimanche 27.

— M. le ministre des affaires étrangères de Belgique a fait par M. Berden, administrateur de la société publique, du désir exprimé par M. le ministre de France, à Bruxelles, de recevoir un état des sujets français qui résident en Belgique.

C'est pourquoi, à la demande de M. l'administrateur de la société publique, M. le gouverneur du Brabant vient, en ce qui le concerne, de prier les administrations communales de son ressort, de bien vouloir lui faire parvenir un état dressé conformément au modèle joint à sa circulaire, ou négatif, le cas échéant, dans le tableau ci-joint, indiquant l'état civil de ces étrangers, hommes, filles et femmes ; le nombre total des adultes ainsi que celui des enfants en dessous de quinze ans et leur sexe.

Voici la composition du conseil de discipline de la garde civique de Bruxelles appelé à siéger pendant le trimestre courant :

Membres effectifs. — MM. Containas, major, 2^e bat., 3^e lég. ; Vander Plasse, capitaine, 1^{er} comp., 3^e bat., 3^e lég. ; De Pachter, lieutenant, 3^e comp., 3^e bat., 3^e lég. ; Alfred Mercier, sous-lieutenant aux chasseurs à cheval ; Declercq, sous-officier, 2^e comp. du bataillon des chasseurs-à-cheval ; Saye, caporal, 4^e comp., 1^{er} bat., 3^e lég. ; Cornille Barbançon, garde, 4^e comp., 3^e bat., 3^e lég.

Membres suppléants. — Walkiers, capitaine, 4^e comp., 2^e bat., 3^e lég. ; Ervot, capitaine, 1^{er} comp., 1^{er} bat., 3^e lég. ; Herriot, sous-lieutenant, 1^{er} comp., 3^e bat., 3^e lég. ; Bertrand, sous-officier aux chasseurs belges ; Blankart, brigadier aux chasseurs à cheval ; Philippe Pavis de Ten Bossche, garde, 3^e comp., 3^e bat., 3^e lég.

A partir du 20 octobre courant, le service direct de voyageurs en voiture de 1^{re} classe, établi entre Ostende-Belle et retour le 1^{er} novembre, sera supprimé.

Un grand nombre de vagabonds, repris de justice en rupture de banc de surveillance, et divers autres individus dangereux ont été arrêtés depuis peu de jours par les soins de la police locale, à Bruxelles. Beaucoup de malfaiteurs détournés dans les environs ont également été mis sous la main de la justice.

Le prétendu complice de Troppmann. — Nous sommes en mesure de pouvoir annoncer d'une façon certaine, que le prétendu complice de l'homme qui, dimanche dernier, est venu se constituer prisonnier à la police de Bruxelles, n'est autre qu'un imposteur et un fourbe, qui avait déjà essayé de tromper de la même manière qu'il l'a fait à Bruxelles, la police et la justice française à Valenciennes. La aussi, ne sachant de quel bois faire fêche, il était venu se déclarer comme étant co-auteur de l'abominable crime de Pantin, en entrant dans une infinité de détails.

Il est loin d'être fou cependant. Seullement aujourd'hui il prétend que dimanche soir, quand il est venu se déclarer en prison, qu'il n'avait rien dit, disant-il, par les ramassis, il était ivre, ce qui

des deux hommes qui avaient vu de la route ce qui se passait.

Les voyageurs échappés virent au secours des autres. Des messieurs tout couverts de blessures et de sang faisaient de généreux efforts pour dégager les malheureux écrasés sous les débris. Avec beaucoup de peine on retira deux femmes grièvement blessées, puis un enfant, celui de la petite Haines, de Graffham, dont la tête était horriblement écrasée. Le conducteur de la machine, qui avait saisi à bras, fut trouvé dangereusement blessé et fut déposé à l'hôpital de l'Étoile. Le garde-train, fortement blessé, a été rapatrié et transporté à la station. Cinq ou six médecins appelés aussitôt sur le lieu du sinistre ont rendu de grands services. À l'aspect du spectacle qu'offrent les ruines entassées sur ce point, on ne peut assez s'étonner du nombre relativement restreint des victimes.

Le Daily News fait à ce sujet les observations générales qui suivent :

Ces sinistres répétés font plus que détruire le matériel. Ils détruisent la confiance du public dans le service des chemins de fer. Cette fatalité qui pèse sur les trains-express forcera tout simplement les voyageurs à prendre les trains de petite vitesse. Il ne suffit pas d'assurer que l'accident de Kelvedon sera l'objet d'une enquête de la part du département des travaux publics, et que la cause sera exactement constatée. Ce qu'il faut au public, c'est d'être garanti contre le renouvellement de pareilles catastrophes.

La date du procès Tichborne devant le tribunal du Banc de la Reine sera fixée avant la fin du mois.

Aucun des avocats qui ont assisté le prétendant dans son premier procès ne le défendra dans le second.

« Sir C. Tichborne » a eu, ces jours derniers, un différend judiciaire à propos du chiffre des honoraires réclamés par ses précédents avocats, qui refusent de rendre les pièces avant d'avoir été remboursés. La conséquence de la décision intervenue, ces honoraires seront taxés par voie d'arbitrage, et le prétendant s'est engagé d'avance à payer le prix qui sera fixé.

Paul May, celui des deux Allemands de la tragédie de Châtelet qui a été blessé, est toujours à l'hôpital Saint-Georges. La balle qui portait dans la région des pommons n'a pas été extraite et est allée se loger dans une autre direction qui n'a pas encore été déterminée. Le blessé va beaucoup mieux et reçoit de nombreuses visites de la part de compatriotes. On pense qu'il sera assez bien dans quelques semaines pour pouvoir être jugé pendant la prochaine session des assises.

Bulletin de la bourse de Londres.

(Correspond. particulière de l'INDÉPENDANCE.)

18 octobre. — Le marché a ouvert ce matin avec une apparence de fermeté que le reste de la journée a démentie.

La situation de la bourse excite des appréhensions chez les spéculateurs. Le ton du marché est incertain, il ne saurait, du reste, en être autrement. Le bilan de la Banque, publié ce matin, établit que l'ensemble métallique va en diminuant à la Banque et fait prévoir une diminution plus grande encore, si, comme le Times l'assure, elle est engagée vis-à-vis de la Prusse, pour une somme de 700,000 souverains à fournir, sans que, présentement, on ne sache d'où viendra l'or qui remplacera ce chiffre considérable. On craint donc une nouvelle augmentation du minimum de l'escompte, et les affaires restent dans le statu quo.

Les valeurs publiques étrangères se sont mieux tenues que les fonds anglais. Grâce peut-être aux nouvelles rassurantes de la bourse de Paris, elles maintiennent leurs prix. Le 3 p. c. consolidé anglais et le 3 p. c. réduit et nouveau sont, au contraire, légèrement en baisse. Quant aux valeurs américaines, elles sont lourdes.

Le marché des chemins de fer anglais a généralement une tendance à la baisse.

On a coté : fonds anglais :

3 p. c. consolidé, au compt.	91 7/8 à 92 0/0
Id. à terme...	92 3/4 à 92 5/8
3 p. c. réduit et nouveau...	90 1/8 à 90 3/8
4 p. c. de l'Inde...	104 0/0 à 105 0/0
5 p. c. Id.	111 1/4 à 111 3/4
Rente française :	
3 p. c.	54 1/2 à 55 0/0
6 p. c.	96 1/4 à 96 3/8
5 p. c. 1871....	104 0/0 à 105 0/0
Billets 1872....	2 1/8 à 2 1/4

La demande d'escompte a été sans importance, l'argent abonde et les brokers travaillent à 5 7/8 et même 5 1/2 p. c.

NOUVELLES D'ESPAGNE.

(Correspond. particulière de l'INDÉPENDANCE.)

Madrid, 16 octobre.

La séance du Congrès des députés s'est prolongée jusqu'à ce matin quatre heures et demie ; l'Adresse a été votée par 205 voix contre 68, après un très-brillant discours de M. Ruiz Zorrilla qui a résumé les débats.

Après avoir passé en revue les tendances et la situation des diverses fractions du parti conservateur, puis la situation spéciale de la minorité républicaine, il a prouvé que, dans les circonstances actuelles, la politique radicale était l'unique voie de salut pour la patrie, la dynastie, la révolution et la liberté.

En terminant son discours, M. Ruiz Zorrilla a dit que les Cortes actuelles doivent être sans réticence la révolution et que si elles perdent cette signification, la postérité aurait le droit de maudire la majorité et le gouvernement.

Avant le vote, le député Pi y Margall a déclaré, au nom de l'opposition républicaine, que son parti ne connaît ni le caractère, ni les tendances du mouvement du Ferrol, et qu'en tout cas, il réprouve la violence et le désordre. Cette déclaration est accueillie par les applaudissements de la Chambre.

Comme le mauvais temps règne sur la côte cantabrique, tous les renforts envoyés au Ferrol ne sont pas encore arrivés ; néanmoins le général Sanchez Brégua voulait, dès hier matin, commencer l'attaque de l'arsenal, quand le conseil municipal de la ville l'a supplié d'ajourner cette attaque de 24 heures, dans l'espoir que, pendant cet intervalle, les républicains se rendraient aux conseils de la persuasion.

Telle ne doit pourtant pas être l'intention de ces derniers, car, après avoir mis à l'ordre du jour l'Adresse, et l'avoir votée, ils se sont réunis en séance plénière, et ont décidé de s'opposer au départ de deux bataillons, mais l'artillerie du fort San-Felipe les fit bientôt renoncer à leur entreprise et ils rentrèrent précipitamment dans l'arsenal après avoir éprouvé des pertes assez graves.

Le vapeur de guerre *Vulcano* est arrivé hier ; aujourd'hui à midi il arrivera la frégate cuirassée *Victoria*, et nous attendons d'un moment à l'autre un télégramme nous annonçant que l'attaque a commencé par terre et par mer.

En deux ou trois jours, les révoltés ont épuisé toutes les provisions de bouche qui se trouvaient dans l'arsenal, et le général Sanchez Brégua leur ayant fait couper les conduits d'eau potable, ceux d'entre eux qui, malgré une rigoureuse surveillance, ne put s'enfuir en escaladant le mur de l'arsenal, racontent que leurs compagnons de rébellion sont épuisés et souffrent beaucoup de la faim et de la soif.

Le chef carliste Saballs s'est, dit-on, retiré en France dans un mauvais état de santé ; les autres bandes disséminées dans la Catalogne continuent à fuir devant les colonnes chargées de les poursuivre et à exploiter les villages.

Madrid, 17 octobre.

Tout est fini au Ferrol : aux nouvelles que je vous ai déjà transmises par la voie électrique, je puis ajouter qu'aujourd'hui à midi plus de 500 prisonniers étaient déjà tombés au pouvoir des troupes.

A deux heures, le président du conseil est allé donner au Roi la nouvelle de la reddition des révoltés, mais il ne savait pas si les chefs étaient ou non parmi les prisonniers. Il parait que depuis quelques jours, et plus spécialement depuis hier, le temps est affreux et la mer très-mauvaise, ce qui a retardé l'arrivée de la frégate blindée *Victoria*, laquelle n'était pas signalée à la date des derniers télégrammes de ce matin. Cette circonstance a favorisé la fuite d'un petit nombre de révoltés, qui cherchent sans doute à gagner la frontière du Portugal. Il leur sera difficile d'atteindre leur but, car il y a trois jours de marche par des chemins impraticables. La rivière Sejo est surveillée par les carabiniers et plusieurs détachements de troupes ont été envoyés pour surveiller la côte dans le cas où, bravant les mauvais temps, quelques-uns tenteraient de gagner la haute mer à bord d'un remorqueur ou des chaloupes canonnières.

Quoi qu'il en soit, c'est une affaire terminée. J'ai donc été dans le vrai en ne donnant, dès le premier instant, aucune importance à ce mouvement insensé qui n'a eu d'autre objet que d'alarmer le pays durant quelques jours.

La réaction en a profité pour propager un grand nombre de fausses nouvelles : tantôt c'était Barcelone qui s'était soulevée en proclamant la république, tantôt c'était Malaga, puis Carthagène ; or, ces nouvelles n'avaient pas l'ombre de fondement.

Dans les premiers moments de la révolte du Ferrol, deux officiers de marine du vapeur de guerre *Cadix* voulurent s'opposer au soulèvement, mais l'un fut tué par les révoltés et l'autre grièvement blessé.

Le sénateur républicain Calà a inauguré au Sénat les débats sur le projet d'Adresse en réponse au discours de la Couronne, par un discours très-moderé et très-courtois, mais fort exagéré dans ses appréciations sur la situation actuelle, que l'orateur a accusée de n'être pas assez libérale, et de violer les droits démocratiques.

Cette assertion est tellement opposée à la vérité que M. Calà, j'en suis sûr, est le premier à ne pas croire à son exactitude.

Le Congrès des députés a commencé à discuter le projet de loi appelant 40 mille hommes sous les armes.

BULLETIN TÉLÉGRAPHIQUE.

France.

PARIS, vendredi, 18 octobre.

L'évacuation de la Marine et de la Haute-Marne est remise au 25 octobre par suite de retards dans l'exécution des baraquements.

M. Thiers a présidé aujourd'hui le conseil supérieur de guerre. Il a reçu des membres des chambres de commerce de Roubaix et de Lille.

Il a reçu dans l'après-midi M. de Gontaut-Biron, qui doit partir pour Berlin dans la soirée ou demain.

Angleterre.

LONDRES, samedi, 19 octobre.

Hier a été célébré à l'église Saint-George, Hanover square, le mariage de l'ambassadeur allemand près la cour de Vienne, M. le général Schweinitz, avec M^{lle} Anna Jay, fille cadette de M. Jay, ministre américain près la cour de Vienne.

Allemagne.

LONDRES, samedi, 19 octobre.

La Gazette publie le texte du traité d'extradition conclu avec la Belgique.

Le Daily News publie une dépêche de Vienne, en date d'hier, disant que M. de Kuevell part aujourd'hui pour Constantinople.

Les journaux assurent qu'il appuiera une entente entre l'Autriche et l'Allemagne relativement à la politique en Orient.

Europe centrale.

BERLIN, samedi, 19 octobre.

Hier soir, à neuf heures, ont eu lieu au palais du prince les cérémonies funèbres

ment dans l'arsenal après avoir éprouvé des pertes assez graves.

Le vapeur de guerre *Vulcano* est arrivé hier ; aujourd'hui à midi il arrivera la frégate cuirassée *Victoria*, et nous attendons d'un moment à l'autre un télégramme nous annonçant que l'attaque a commencé par terre et par mer.

En deux ou trois jours, les révoltés ont épuisé toutes les provisions de bouche qui se trouvaient dans l'arsenal, et le général Sanchez Brégua leur ayant fait couper les conduits d'eau potable, ceux d'entre eux qui, malgré une rigoureuse surveillance, ne put s'enfuir en escaladant le mur de l'arsenal, racontent que leurs compagnons de rébellion sont épuisés et souffrent beaucoup de la faim et de la soif.

Le chef carliste Saballs s'est, dit-on, retiré en France dans un mauvais état de santé ; les autres bandes disséminées dans la Catalogne continuent à fuir devant les colonnes chargées de les poursuivre et à exploiter les villages.

Madrid, 17 octobre.

Tout est fini au Ferrol : aux nouvelles que je vous ai déjà transmises par la voie électrique, je puis ajouter qu'aujourd'hui à midi plus de 500 prisonniers étaient déjà tombés au pouvoir des troupes.

A deux heures, le président du conseil est allé donner au Roi la nouvelle de la reddition des révoltés, mais il ne savait pas si les chefs étaient ou non parmi les prisonniers. Il parait que depuis quelques jours, et plus spécialement depuis hier, le temps est affreux et la mer très-mauvaise, ce qui a retardé l'arrivée de la frégate blindée *Victoria*, laquelle n'était pas signalée à la date des derniers télégrammes de ce matin. Cette circonstance a favorisé la fuite d'un petit nombre de révoltés, qui cherchent sans doute à gagner la frontière du Portugal. Il leur sera difficile d'atteindre leur but, car il y a trois jours de marche par des chemins impraticables. La rivière Sejo est surveillée par les carabiniers et plusieurs détachements de troupes ont été envoyés pour surveiller la côte dans le cas où, bravant les mauvais temps, quelques-uns tenteraient de gagner la haute mer à bord d'un remorqueur ou des chaloupes canonnières.

Quoi qu'il en soit, c'est une affaire terminée. J'ai donc été dans le vrai en ne donnant, dès le premier instant, aucune importance à ce mouvement insensé qui n'a eu d'autre objet que d'alarmer le pays durant quelques jours.

La réaction en a profité pour propager un grand nombre de fausses nouvelles : tantôt c'était Barcelone qui s'était soulevée en proclamant la république, tantôt c'était Malaga, puis Carthagène ; or, ces nouvelles n'avaient pas l'ombre de fondement.

Dans les premiers moments de la révolte du Ferrol, deux officiers de marine du vapeur de guerre *Cadix* voulurent s'opposer au soulèvement, mais l'un fut tué par les révoltés et l'autre grièvement blessé.

Le sénateur républicain Calà a inauguré au Sénat les débats sur le projet d'Adresse en réponse au discours de la Couronne, par un discours très-moderé et très-courtois, mais fort exagéré dans ses appréciations sur la situation actuelle, que l'orateur a accusée de n'être pas assez libérale, et de violer les droits démocratiques.

Cette assertion est tellement opposée à la vérité que M. Calà, j'en suis sûr, est le premier à ne pas croire à son exactitude.

Le Congrès des députés a commencé à discuter le projet de loi appelant 40 mille hommes sous les armes.

BULLETIN TÉLÉGRAPHIQUE.

France.

PARIS, vendredi, 18 octobre.

L'évacuation de la Marine et de la Haute-Marne est remise au 25 octobre par suite de retards dans l'exécution des baraquements.

M. Thiers a présidé aujourd'hui le conseil supérieur de guerre. Il a reçu des membres des chambres de commerce de Roubaix et de Lille.

Il a reçu dans l'après-midi M. de Gontaut-Biron, qui doit partir pour Berlin dans la soirée ou demain.

Angleterre.

LONDRES, samedi, 19 octobre.

Hier a été célébré à l'église Saint-George, Hanover square, le mariage de l'ambassadeur allemand près la cour de Vienne, M. le général Schweinitz, avec M^{lle} Anna Jay, fille cadette de M. Jay, ministre américain près la cour de Vienne.

Allemagne.

LONDRES, samedi, 19 octobre.

La Gazette publie le texte du traité d'extradition conclu avec la Belgique.

Le Daily News publie une dépêche de Vienne, en date d'hier, disant que M. de Kuevell part aujourd'hui pour Constantinople.

Les journaux assurent qu'il appuiera une entente entre l'Autriche et l'Allemagne relativement à la politique en Orient.

Europe centrale.

BERLIN, samedi, 19 octobre.

Hier soir, à neuf heures, ont eu lieu au palais du prince les cérémonies funèbres

ment dans l'arsenal après avoir éprouvé des pertes assez graves.

Le vapeur de guerre *Vulcano* est arrivé hier ; aujourd'hui à midi il arrivera la frégate cuirassée *Victoria*, et nous attendons d'un moment à l'autre un télégramme nous annonçant que l'attaque a commencé par terre et par mer.

En deux ou trois jours, les révoltés ont épuisé toutes les provisions de bouche qui se trouvaient dans l'arsenal, et le général Sanchez Brégua leur ayant fait couper les conduits d'eau potable, ceux d'entre eux qui, malgré une rigoureuse surveillance, ne put s'enfuir en escaladant le mur de l'arsenal, racontent que leurs compagnons de rébellion sont épuisés et souffrent beaucoup de la faim et de la soif.

Le chef carliste Saballs s'est, dit-on, retiré en France dans un mauvais état de santé ; les autres bandes disséminées dans la Catalogne continuent à fuir devant les colonnes chargées de les poursuivre et à exploiter les villages.

Madrid, 17 octobre.

Tout est fini au Ferrol : aux nouvelles que je vous ai déjà transmises par la voie électrique, je puis ajouter qu'aujourd'hui à midi plus de 500 prisonniers étaient déjà tombés au pouvoir des troupes.

A deux heures, le président du conseil est allé donner au Roi la nouvelle de la reddition des révoltés, mais il ne savait pas si les chefs étaient ou non parmi les prisonniers. Il parait que depuis quelques jours, et plus spécialement depuis hier, le temps est affreux et la mer très-mauvaise, ce qui a retardé l'arrivée de la frégate blindée *Victoria*, laquelle n'était pas signalée à la date des derniers télégrammes de ce matin. Cette circonstance a favorisé la fuite d'un petit nombre de révoltés, qui cherchent sans doute à gagner la frontière du Portugal. Il leur sera difficile d'atteindre leur but, car il y a trois jours de marche par des chemins impraticables. La rivière Sejo est surveillée par les carabiniers et plusieurs détachements de troupes ont été envoyés pour surveiller la côte dans le cas où, bravant les mauvais temps, quelques-uns tenteraient de gagner la haute mer à bord d'un remorqueur ou des chaloupes canonnières.

Quoi qu'il en soit, c'est une affaire terminée. J'ai donc été dans le vrai en ne donnant, dès le premier instant, aucune importance à ce mouvement insensé qui n'a eu d'autre objet que d'alarmer le pays durant quelques jours.

La réaction en a profité pour propager un grand nombre de fausses nouvelles : tantôt c'était Barcelone qui s'était soulevée en proclamant la république, tantôt c'était Malaga, puis Carthagène ; or, ces nouvelles n'avaient pas l'ombre de fondement.

Dans les premiers moments de la révolte du Ferrol, deux officiers de marine du vapeur de guerre *Cadix* voulurent s'opposer au soulèvement, mais l'un fut tué par les révoltés et l'autre grièvement blessé.

Le sénateur républicain Calà a inauguré au Sénat les débats sur le projet d'Adresse en réponse au discours de la Couronne, par un discours très-moderé et très-courtois, mais fort exagéré dans ses appréciations sur la situation actuelle, que l'orateur a accusée de n'être pas assez libérale, et de violer les droits démocratiques.

Cette assertion est tellement opposée à la vérité que M. Calà, j'en suis sûr, est le premier à ne pas croire à son exactitude.

Le Congrès des députés a commencé à discuter le projet de loi appelant 40 mille hommes sous les armes.

BULLETIN TÉLÉGRAPHIQUE.

France.

PARIS, vendredi, 18 octobre.

L'évacuation de la Marine et de la Haute-Marne est remise au 25 octobre par suite de retards dans l'exécution des baraquements.

M. Thiers a présidé aujourd'hui le conseil supérieur de guerre. Il a reçu des membres des chambres de commerce de Roubaix et de Lille.

Il a reçu dans l'après-midi M. de Gontaut-Biron, qui doit partir pour Berlin dans la soirée ou demain.

Angleterre.

LONDRES, samedi, 19 octobre.

Hier a été célébré à l'église Saint-George, Hanover square, le mariage de l'ambassadeur allemand près la cour de Vienne, M. le général Schweinitz, avec M^{lle} Anna Jay, fille cadette de M. Jay, ministre américain près la cour de Vienne.

Allemagne.

LONDRES, samedi, 19 octobre.

La Gazette publie le texte du traité d'extradition conclu avec la Belgique.

Le Daily News publie une dépêche de Vienne, en date d'hier, disant que M. de Kuevell part aujourd'hui pour Constantinople.

Les journaux assurent qu'il appuiera une entente entre l'Autriche et l'Allemagne relativement à la politique en Orient.

Europe centrale.

BERLIN, samedi, 19 octobre.

Hier soir, à neuf heures, ont eu lieu au palais du prince les cérémonies funèbres

ment dans l'arsenal après avoir éprouvé des pertes assez graves.

Le vapeur de guerre *Vulcano* est arrivé hier ; aujourd'hui à midi il arrivera la frégate cuirassée *Victoria*, et nous attendons d'un moment à l'autre un télégramme nous annonçant que l'attaque a commencé par terre et par mer.

En deux ou trois jours, les révoltés ont épuisé toutes les provisions de bouche qui se trouvaient dans l'arsenal, et le général Sanchez Brégua leur ayant fait couper les conduits d'eau potable, ceux d'entre eux qui, malgré une rigoureuse surveillance, ne put s'enfuir en escaladant le mur de l'arsenal, racontent que leurs compagnons de rébellion sont épuisés et souffrent beaucoup de la faim et de la soif.

Le chef carliste Saballs s'est, dit-on, retiré en France dans un mauvais état de santé ; les autres bandes disséminées dans la Catalogne continuent à fuir devant les colonnes chargées de les poursuivre et à exploiter les villages.

Madrid, 17 octobre.

Tout est fini au Ferrol : aux nouvelles que je vous ai déjà transmises par la voie électrique, je puis ajouter qu'aujourd'hui à midi plus de 500 prisonniers étaient déjà tombés au pouvoir des troupes.

A deux heures, le président du conseil est allé donner au Roi la nouvelle de la reddition des révoltés, mais il ne savait pas si les chefs étaient ou non parmi les prisonniers. Il parait que depuis quelques jours, et plus spécialement depuis hier, le temps est affreux et la mer très-mauvaise, ce qui a retardé l'arrivée de la frégate blindée *Victoria*, laquelle n'était pas signalée à la date des derniers télégrammes de ce matin. Cette circonstance a favorisé la fuite d'un petit nombre de révoltés, qui cherchent sans doute à gagner la frontière du Portugal. Il leur sera difficile d'atteindre leur but, car il y a trois jours de marche par des chemins impraticables. La rivière Sejo est surveillée par les carabiniers et plusieurs détachements de troupes ont été envoyés pour surveiller la côte dans le cas où, bravant les mauvais temps, quelques-uns tenteraient de gagner la haute mer à bord d'un remorqueur ou des chaloupes canonnières.

Quoi qu'il en soit, c'est une affaire terminée. J'ai donc été dans le vrai en ne donnant, dès le premier instant, aucune importance à ce mouvement insensé qui n'a eu d'autre objet que d'alarmer le pays durant quelques jours.

La réaction en a profité pour propager un grand nombre de fausses nouvelles : tantôt c'était Barcelone qui s'était soulevée en proclamant la république, tantôt c'était Malaga, puis Carthagène ; or, ces nouvelles n'avaient pas l'ombre de fondement.

Dans les premiers moments de la révolte du Ferrol, deux officiers de marine du vapeur de guerre *Cadix* voulurent s'opposer au soulèvement, mais l'un fut tué par les révoltés et l'autre grièvement blessé.

Le sénateur républicain Calà a inauguré au Sénat les débats sur le projet d'Adresse en réponse au discours de la Couronne, par un discours très-moderé et très-courtois, mais fort exagéré dans ses appréciations sur la situation actuelle, que l'orateur a accusée de n'être pas assez libérale, et de violer les droits démocratiques.

Cette assertion est tellement opposée à la vérité que M. Calà, j'en suis sûr, est le premier à ne pas croire à son exactitude.

Le Congrès des députés a commencé à discuter le projet de loi appelant 40 mille hommes sous les armes.

BULLETIN TÉLÉGRAPHIQUE.

France.

PARIS, vendredi, 18 octobre.

L'évacuation de la Marine et de la Haute-Marne est remise au 25 octobre par suite de retards dans l'exécution des baraquements.

M. Thiers a présidé aujourd'hui le conseil supérieur de guerre. Il a reçu des membres des chambres de commerce de Roubaix et de Lille.

Il a reçu dans l'après-midi M. de Gontaut-Biron, qui doit partir pour Berlin dans la soirée ou demain.

Angleterre.

LONDRES, samedi, 19 octobre.

Hier a été célébré à l'église Saint-George, Hanover square, le mariage de l'ambassadeur allemand près la cour de Vienne, M. le général Schweinitz, avec M^{lle} Anna Jay, fille cadette de M. Jay, ministre américain près la cour de Vienne.

Allemagne.

LONDRES, samedi, 19 octobre.

La Gazette publie le texte du traité d'extradition conclu avec la Belgique.

Le Daily News publie une dépêche de Vienne, en date d'hier, disant que M. de Kuevell part aujourd'hui pour Constantinople.

Les journaux assurent qu'il appuiera une entente entre l'Autriche et l'Allemagne relativement à la politique en Orient.

Europe centrale.

BERLIN, samedi, 19 octobre.

Hier soir, à neuf heures, ont eu lieu au palais du prince les cérémonies funèbres

ment dans l'arsenal après avoir éprouvé des pertes assez graves.

Le vapeur de guerre *Vulcano* est arrivé hier ; aujourd'hui à midi il arrivera la frégate cuirassée *Victoria*, et nous attendons d'un moment à l'autre un télégramme nous annonçant que l'attaque a commencé par terre et par mer.

En deux ou trois jours, les révoltés ont épuisé toutes les provisions de bouche qui se trouvaient dans l'arsenal, et le général Sanchez Brégua leur ayant fait couper les conduits d'eau potable, ceux d'entre eux qui, malgré une rigoureuse surveillance, ne put s'enfuir en escaladant le mur de l'arsenal, racontent que leurs compagnons de rébellion sont épuisés et souffrent beaucoup de la faim et de la soif.

Le chef carliste Saballs s'est, dit-on, retiré en France dans un mauvais état de santé ; les autres bandes disséminées dans la Catalogne continuent à fuir devant les colonnes chargées de les poursuivre et à exploiter les villages.

Madrid, 17 octobre.

Tout est fini au Ferrol : aux nouvelles que je vous ai déjà transmises par la voie électrique, je puis ajouter qu'aujourd'hui à midi plus de 500 prisonniers étaient déjà tombés au pouvoir des troupes.

A deux heures, le président du conseil est allé donner au Roi la nouvelle de la reddition des révoltés, mais il ne savait pas si les chefs étaient ou non parmi les prisonniers. Il parait que depuis quelques jours, et plus spécialement depuis hier, le temps est affreux et la mer très-mauvaise, ce qui a retardé l'arrivée de la frégate blindée *Victoria*, laquelle n'était pas signalée à la date des derniers télégrammes de ce matin. Cette circonstance a favorisé la fuite d'un petit nombre de révoltés, qui cherchent sans doute à gagner la frontière du Portugal. Il leur sera difficile d'atteindre leur but, car il y a trois jours de marche par des chemins impraticables. La rivière Sejo est surveillée par les carabiniers et plusieurs détachements de troupes ont été envoyés pour surveiller la côte dans le cas où, bravant les mauvais temps, quelques-uns tenteraient de gagner la haute mer à bord d'un remorqueur ou des chaloupes canonnières.

Quoi qu'il en soit, c'est une affaire terminée. J'ai donc été dans le vrai en ne donnant, dès le premier instant, aucune importance à ce mouvement insensé qui n'a eu d'autre objet que d'alarmer le pays durant quelques jours.

La réaction en a profité pour propager un grand nombre de fausses nouvelles : tantôt c'était Barcelone qui s'était soulevée en proclamant la république, tantôt c'était Malaga, puis Carthagène ; or, ces nouvelles n'avaient pas l'ombre de fondement.

Dans les premiers moments de la révolte du Ferrol, deux officiers de marine du vapeur de guerre *Cadix* voulurent s'opposer au soulèvement, mais l'un fut tué par les révoltés et l'autre grièvement blessé.

Le sénateur républicain Calà a inauguré au Sénat les débats sur le projet d'Adresse en réponse au discours de la Couronne, par un discours très-moderé et très-courtois, mais fort exagéré dans ses appréciations sur la situation actuelle, que l'orateur a accusée de n'être pas assez libérale, et de violer les droits démocratiques.

Cette assertion est tellement opposée à la vérité que M. Calà, j'en suis sûr, est le premier à ne pas

